

Ecrit par le 18 mai 2026

Greenwashing : les Français ne croient pas (ou plus) aux promesses des entreprises



« Zéro carbone », « climatiquement neutre », « 100 % compensé » ... À l'heure où les consommateurs accordent de plus en plus d'importance aux étiquetages et à l'origine des produits, les entreprises sont sommées de s'engager, et d'assumer leur rôle sociétal. Si certaines s'efforcent de bonne foi de jouer le jeu, d'autres, succombent à la tentation du greenwashing.

Dans ce contexte de surenchère verte et de multiplication des déclarations d'intention, [Goodvest](#), la première assurance-vie compatible avec l'accord de Paris sur le climat, a réalisé, en partenariat avec Poll&Roll, un sondage destiné à évaluer les perceptions des Français à l'égard du greenwashing. D'après cette étude, l'immense majorité d'entre eux estiment que les entreprises ont tendance à induire les consommateurs en erreur lorsqu'elles communiquent sur leurs engagements environnementaux. Preuve que les limites du greenwashing n'ont pas encore été intégrées par tous les faiseurs de discours publicitaires.

Plus de 7 Français sur 10 expriment leur méfiance envers les entreprises dites « engagées »

Ecrit par le 18 mai 2026

Ici, une multinationale alimentaire « s'engage » dans la chasse au carbone ; là, des cosmétiques affichent des « ingrédients naturels » ; ailleurs, des packagings empilent photos d'arbres et images d'éoliennes. À une époque où l'environnement se hisse parmi les principales préoccupations des populations, les marques s'emploient à montrer patte verte. Peut-être en vain : selon l'étude Goodvest, 75 % des Français se disent méfiants à l'égard des promesses écologiques des entreprises. 70 % déclarent même qu'elles ne les incitent aucunement à se tourner vers leurs offres de produits et services.

Dans le détail, sur le millier de sondés, seuls 16 % estiment que les promesses environnementales relèvent d'un véritable engagement. 25 % les jugent opportunistes tandis que 50 % les considèrent comme des éléments de marketing destinés à soigner son image. Enfin, 9 % les perçoivent purement et simplement comme de la publicité mensongère.

Édifiants, ces chiffres s'expliquent peut-être en partie par la surenchère du greenwashing, qui décrédibilise les acteurs et lasse les consommateurs. Surtout quand elle ne s'accompagne de nulle démonstration de bonne foi. Pour 2/3 des Français (61 %), en effet, aucune entreprise n'a jamais apporté la moindre preuve concrète de son action écologique. Mieux (ou pire, c'est selon) : 28 % disent en avoir eu, mais sans pour autant avoir été convaincus.

Greenwashing : la finance, présumée coupable

Si l'incrédulité est globale, certains secteurs sont néanmoins davantage pointés du doigt. Tout en haut de la liste, la finance, qui ne recueille la confiance que de 4 % des Français. À 41 %, les sondés expriment même une forte défiance envers les promesses écoresponsables des acteurs financiers. C'est une surprise qui n'en est pas une : entre méfiance et méconnaissance, les Français ont traditionnellement un rapport compliqué à la finance. Un autre facteur d'explication est à chercher dans les manquements du secteur lui-même, souvent épinglé pour son absence de transparence, notamment en matière environnementale.

À peine moins épargnés, l'automobile et le transport, perçus par définition comme polluant, qui s'attirent la méfiance de respectivement 37 % et 31 % des personnes interrogées. La mode également, citée par 29 % des Français. Un chiffre qui atteint même 30 % chez les jeunes (18-34 ans), pourtant l'une des principales cibles du secteur de l'habillement.

Un cas plus complexe est celui de l'alimentaire. En effet, il est simultanément le secteur en qui les Français ont le plus confiance et l'un de ceux qui focalisent le plus de soupçons en matière de discours écologiques. En ce domaine comme en d'autres, l'industrie agroalimentaire est un sujet clivant. Bien que pris dans de nombreux scandales, le secteur conserve ses labels reconnus et plébiscités, dont les produits bio sont les « happy few ». En effet, le pourcentage de personnes consommant du bio au moins une fois par mois a doublé en 15 ans, passant de 37 % à 65 %. L'alimentaire est donc à la fois un marché de tous les doutes et de confiance.

Les consommateurs demandent à mieux encadrer l'affichage environnemental

Pour terminer, 72 % des Français sont convaincus de la nécessité de mieux réguler en France les promesses écologiques des entreprises. À qui confier cette mission ? 2 sondés sur 3 répondent les

Ecrit par le 18 mai 2026

pouvoirs publics, la préférence allant nettement plus aux autorités françaises (40 %) qu'à l'Union européenne (21 %). Démonstration de plus, s'il le fallait, que le cadre national reste le plus efficace aux yeux des Français.

Peut-être plus surprenant au regard des autres résultats de l'étude, 30 % des personnes interrogées considèrent au contraire qu'il est du rôle des entreprises elles-mêmes d'assurer cette régulation. Chiffres dans le chiffre des plus intéressants : cette opinion est partagée par seulement 25 % des 18-34 ans tandis qu'elle l'est par 36 % des plus de 65 ans, soit un écart de 11 points. Des pourcentages qui peuvent participer à valider l'idée d'une jeunesse défiante vis-à-vis du monde de l'entreprise et en demande de politique.

Il n'en demeure pas moins, en matière de greenwashing, que tout repose *in fine* sur les épaules du consommateur. C'est à lui de faire le tri et de dénoncer les discours qui lui paraîtraient trompeurs. Parce qu'il restera toujours difficile, même avec les meilleures lois du monde, d'interdire à une entreprise de repeindre (abusivement) ses enseignes en vert.

Retrouvez la méthodologie et l'intégralité de l'étude en cliquant [ici](#).

La popularité de Macron en baisse

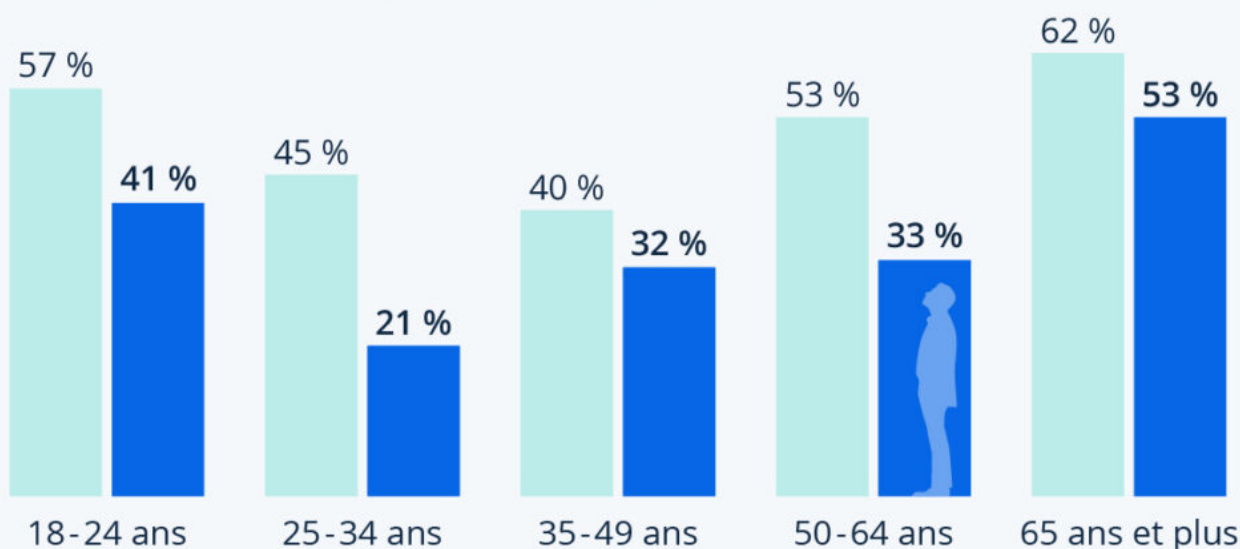
Ecrit par le 18 mai 2026

La popularité de Macron en baisse

Part des répondants favorables à Emmanuel Macron, par tranche d'âge



■ Mars 2022 ■ Mars 2023



Nombre de répondants (18 ans et plus) : 1 010.
Étude réalisée entre mars 2022 et mars 2023.

Crédit image : Wikipedia

Source : IFOP



statista

La réforme des [retraites](#) de 2023 ne semble pas avoir d'impact positif sur l'image du président de la République, au contraire. C'est ce que montre notre graphique basé sur les [données](#) de l'Institut français d'opinion publique (IFOP).

Cette statistique fournit une comparaison du taux de popularité d'Emmanuel Macron auprès des Français

Ecrit par le 18 mai 2026

entre mars 2022 et mars 2023, selon l'âge des sondés.

La part des Français favorables à Emmanuel Macron a diminué dans toutes les tranches d'âge entre mars 2022 et mars 2023. On constate une baisse particulièrement importante chez les jeunes générations : seulement 21 % des 25-34 ans avaient une bonne opinion du président de la République au mois de mars 2023 contre 53 % des 65 ans et plus.

Chez les 50-64 ans, on constate également une chute importante : entre mars 2022 et mars 2023, la popularité du président Macron a chuté de 20 points de pourcentage.

De Claire Villiers pour [Statista](#)

Intérim : nouvel eldorado de l'emploi en France ?



Dans un contexte social chahuté, les Français voient dans l'intérim une solution à de nombreux

Ecrit par le 18 mai 2026

maux : baisse du chômage, formation des jeunes, réinsertion, obtention plus facile d'un CDI... L'intérim, serait-il le nouvel eldorado de l'emploi ? Partnaire, acteur du travail temporaire, fait le point au travers d'une étude menée avec OpinionWay sur la perception du travail intérimaire auprès des actifs en France, ses enjeux et sa place au cœur de la problématique de l'emploi.

Après une crise sanitaire mondiale qui a tout chamboulé sur son passage, le rapport au travail connaît lui aussi un nouveau visage : précarité croissante de l'emploi, pénurie de profils dans des secteurs d'activités majeurs, jeunes et seniors dans des situations critiques de recherche d'emploi, démissions à un niveau record, mais aussi évolution de la relation au travail avec une recherche toujours plus forte d'équilibre et de flexibilité.

En août 2022, l'emploi intérimaire (contrats de travail temporaire et CDI intérimaires) représente 695 650 équivalents temps plein (ETP), soit une hausse de 1,7% par rapport à août 2021, progressant de 11 915 ETP en un an. Sur le marché, le « recrutement CDI » est à +31,3% à fin juillet. Au sein du groupe Partnaire, le chiffre est de +45,53%, soit une hausse de 45% par rapport à 2021.

L'intérim est une solution jugée légitime par les Français interrogés par Partnaire, pour soutenir les problématiques RH d'aujourd'hui. En effet, pour 86% des actifs, le travail temporaire est l'opportunité de donner une chance à tous d'être recruté et pour 63% de décrocher un CDI plus facilement. Face à une inflation grandissante, qui impacte les revenus des foyers, 81% des Français actifs disent que l'intérim est une bonne solution pour gagner plus d'argent. Pour ce qui est de l'équilibre vie personnelle, vie professionnelle, 66% pensent que ce mode d'emploi favorise un meilleur « équilibre bien-être » et pour 75% des personnes interrogées, l'intérim est un tremplin pour changer de métier. Enfin, tous les domaines dans lesquels le besoin de main-d'œuvre est fort sont jugés adaptés à l'intérim : BTP (61%), industrie (58%), logistique/distribution (57%) et hôtellerie/restauration (54%).

Ecrit par le 18 mai 2026

■ L'intérim, une opportunité

Pour éviter le burn out /
grande démission

57%

Pour décrocher un CDI

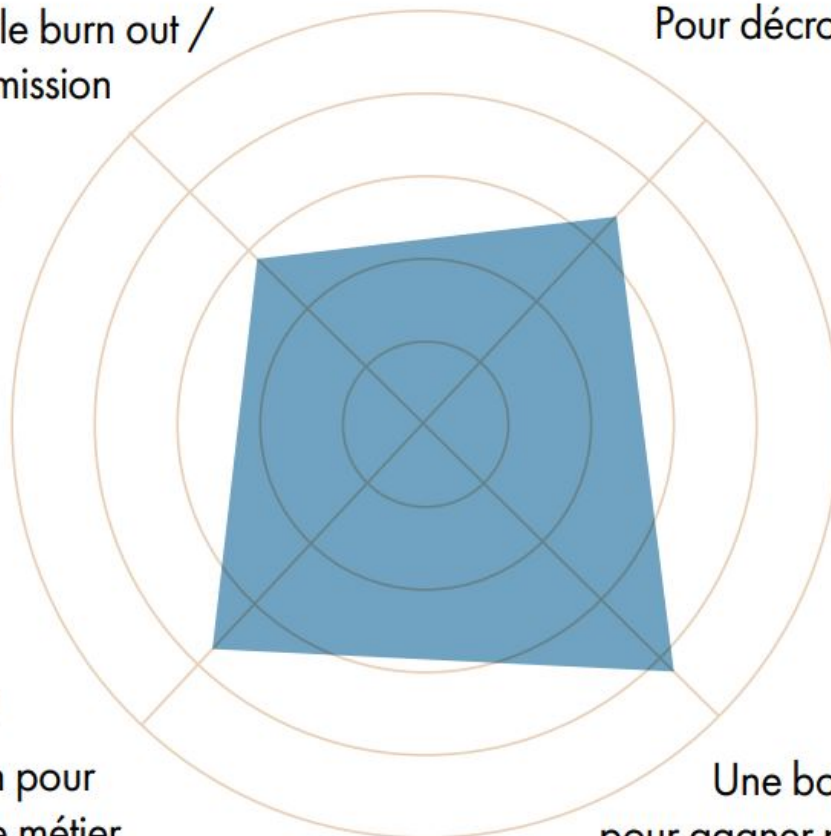
63%

75%

Un tremplin pour
changer de métier

81%

Une bonne solution
pour gagner plus d'argent



Une image positive de l'intérim...

55% des actifs interrogés ont déjà travaillé en tant qu'intérimaire (59% des hommes vs 51% des femmes). Aujourd'hui, au sein de la population active non-intérimaire, 1 personne sur 5 déclare qu'il pourrait travailler en intérim dans les prochains mois. 92% des actifs préféreraient être intérimaires plutôt qu'au chômage. Si les hommes font davantage l'expérience de l'intérim au cours de leur vie, le profil tend à évoluer selon les Français interrogés : les femmes sont sur-représentées depuis 2 ans tout comme les jeunes.

Ecrit par le 18 mai 2026

Alors que 17% des actifs non-intérimaires qui ont déjà tenté l'expérience l'ont fait pour la dernière fois il y a moins de 2 ans, cette proportion monte à 23% chez les femmes contre 13% chez les hommes et à 29% auprès des moins de 35 ans.

Plusieurs avantages à l'intérim sont mis en avant : la polyvalence et la possibilité de changer de mission, de domaine ou d'entreprise (49%), ainsi que la flexibilité ou le fait de pouvoir travailler en fonction de ses disponibilités (47%). Pourtant, l'adaptation à l'intérim reste aux yeux des Français « pas donnée à tout le monde ». Pour 78% d'entre eux, il faut une forte capacité d'adaptation pour prétendre au travail temporaire et un bon moral pour supporter la précarité entre deux missions (56%).

Ecrit par le 18 mai 2026

■ Quels avantages à travailler en intérim ?



49%

La polyvalence, la possibilité de changer de mission, de domaine ou d'entreprise



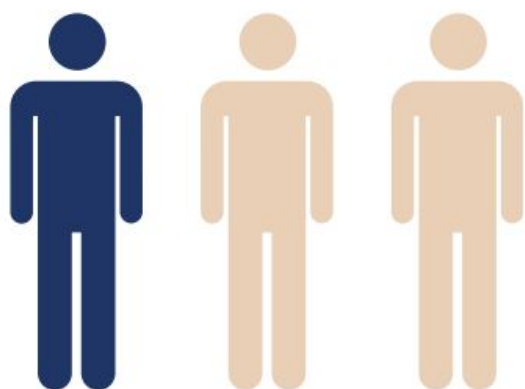
47%

La flexibilité ou le fait de pouvoir travailler en fonction de ses disponibilités

Pour un tiers des actifs, l'intérim est plus adapté en début de carrière (moins de 35 ans) et pour 78% d'entre eux, c'est une personne qui fait le choix d'un mode de travail différent avec les avantages de la flexibilité et d'un salaire plus élevé.

Ecrit par le 18 mai 2026

■ Pour quel profil ?



Pour **1/3**
des actifs, l'intérim est plus
adapté en début de carrière
(moins de 35 ans)



78%

pour une personne
qui fait le choix d'un
mode de travail
différent (flexibilité,
salaire plus élevé)



78%

pour une
personne qui
possède une
forte capacité
d'adaptation

...mais un besoin d'éducation et de pédagogie sur les règles en vigueur

44% des personnes interrogées déclarent connaître très bien ou assez bien la réglementation liée à l'intérim. 59% pour les salariés ayant déjà travaillé en intérim et 84% pour ceux en poste actuellement.

Au travers de l'étude Partnaire-OpinionWay, il ressort de la part des Français interrogés, une image positive de l'intérim, vécue au sein d'un contexte du marché de l'emploi complexe et bousculé. Un mode de travail différent, reconnu comme un choix et unanimement préféré au chômage. Avec des avantages

Ecrit par le 18 mai 2026

pour les deux signataires du contrat de travail : pour l'entreprise, la chance de bénéficier de plus de souplesse pour simplifier la gestion du personnel (72%) et pour le travailleur, des avantages pluriels (salaire, polyvalence et flexibilité).

Enfin, aujourd'hui, 1 actif non-intérimaire sur 2 serait prêt à tenter l'aventure du travail temporaire.

Etude menée en ligne par OpinionWay pour le groupe Partnaire, auprès d'un échantillon de 1 459 actifs de 18 à 55 ans. Le terrain a été réalisé du 23 au 29 septembre 2022.

Noël au bureau : la fête est-elle au rendez-vous ?



Ecrit par le 18 mai 2026

Noël approche à grands pas et [Deskeo](#) a mené une étude pour savoir comment se déroulaient les quelques semaines précédant les fêtes au bureau : est-ce que la magie de Noël gagne le cœur des salariés français ou bien, sont-ils insensibles à son charme ? Et la période est-elle propice à une meilleure cohésion d'équipe ?

Premier enseignement de l'étude, les Français sont généreux avec leurs collègues. Ils sont en effet 70,8% à avoir déjà offert un cadeau de Noël. A l'inverse, 68,4% des répondants indiquent avoir déjà reçu un cadeau de Noël de la part d'un(e) collègue de travail.

En termes de budget moyen accordé pour un cadeau de Noël à un collègue :

- 34,8% des sondés précisent y consacrer entre 5 et 10€.
- 39,4% y consacrent entre 11 et 15€.
- 16,7% y consacrent entre 16 et 20€.
- 9,1% y consacrent plus de 21€.

[Deskeo](#) a également voulu savoir si la direction jouait le jeu pour Noël. Il ressort que 81,9% des entreprises organisent, ou ont déjà organisé, un repas spécial pour l'occasion. 70,8% des entreprises vont même plus loin en organisant des activités autour de Noël :

- 6,1% des répondants ont déjà participé à la journée du pull de Noël.
- 22,6% des répondants ont déjà participé à un secret santa au bureau.

Enfin, côté décoration, il semble que les entreprises françaises jouent bien le jeu. 58,3% des salariés français déclarent que leur entreprise décore « un peu » ses locaux à l'occasion des fêtes. 26,4% précisent qu'elle décore « beaucoup » ses locaux. 15,3% ne décoorent quant à eux pas leurs locaux.

La période de Noël rapproche-t-elle les équipes ? A en croire les résultats de l'enquête menée par [Deskeo](#), c'est un peu mitigé. 39,4% des salariés ont ainsi l'impression que les équipes sont « un peu » plus soudées pendant la période de fêtes. 14,1% précisent que les équipes sont « beaucoup » plus soudées. Enfin, 46,5% confessent qu'elles ne sont pas plus soudées qu'avant.

Enquête réalisée par [Deskeo](#) en interne sur l'ensemble du territoire français par email et via les réseaux sociaux Facebook, Twitter et LinkedIn. 1073 personnes de 18 ans et plus ont répondu durant la période du 14 au 18 novembre 2022.

Ecrit par le 18 mai 2026

Rothelec : 65% des Français craignent de subir un hiver très rigoureux



Rothelec, spécialiste du chauffage électrique économique et inventeur du radiateur à inertie, a mené une enquête auprès de 1 004 personnes représentatives de la population française afin de savoir comment elles allaient gérer cette saison d'hiver et de froid.

Comme chaque année, avec les températures qui commencent à chuter, se protéger du froid devient une des préoccupations de Français, mais seulement 44% déclarent avoir tout prévu pour avoir bien chaud cet hiver. Pour les autres, 39% avouent de rien avoir préparé et 17% ne savent pas. Pourtant, pour plus de 65% des personnes interrogées, la crainte d'un hiver très rigoureux est bien présente dans leur esprit. Seulement 33% restent optimistes et 2% ne savent pas.

Pour pallier une baisse importante du thermomètre, seulement 27% des Français ont mis de côté un peu d'argent afin de pouvoir réagir en conséquence. Ainsi, 45% ont prévu entre 100€ et 300€ pour agir contre le froid et 33% entre 300€ et 500€.

Ecrit par le 18 mai 2026

Avez-vous prévu un budget pour réagir en cas de froid intense ?	
Réponses	Pourcentages
Oui	27 %
Non	73 %
Si oui de combien environ ?	
Réponses	Pourcentages
Moins de 100€	12 %
Entre 100€ et 300€	45 %
Entre 300€ et 500€	33 %
Entre 500€ et 1 100€	6 %
Entre 1 100€ et 1 500€	3 %
Plus de 1 500€	1 %

23% des Français pensent acheter un chauffage d'appoint afin de compléter leur système existant, en cas de vague de froid. En deuxième solution, 21% préfèrent opter pour des vêtements plus chauds et 17% s'orienteront vers un nouveau système de chauffage.

En cas de vague de froid, qu'allez-vous acheter en priorité ?	
Réponses	Pourcentages
Chauffage d'appoint	23 %
Vêtements chauds	21 %
Nouveau système chauffage	17 %
Plus de nourriture, repas chauds	15 %
Combustible (bois, granulés, etc.)	11 %
Rien du tout	9 %
Je ne sais pas	3 %
Autre	1 %

Enfin, pour beaucoup de personnes qui n'ont pas prévu de budget en cas de froid intense, plusieurs solutions sont envisagées. En premier lieu, 79% vont jouer les oignons et se couvrir de plusieurs couches de vêtements pour avoir plus chaud. En deuxième position, 58% prévoient de rester plus longtemps sur leur lieu de travail afin de profiter de la chaleur des locaux et faire ainsi des économies à leur domicile. Enfin, à la troisième place du classement, 56% vont manger un peu plus et certainement de la nourriture

Ecrit par le 18 mai 2026

plus énergétique.

Pour avoir chaud, sans trop dépenser que prévoyez-vous de faire ?	
Réponses	Pourcentages
Me couvrir de vêtements plus chauds	79 %
Rester plus longtemps au travail pour profiter de la chaleur du bureau	58 %
Manger un peu plus et des repas très énergétiques	56 %
Faire plus de sport, d'activités physiques	51 %
Rester plus longtemps au lit sous une couette bien chaude	31 %
Je ne sais pas	17 %
Autre	6 %

Enquête réalisée par Rothelec auprès de 1 004 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Sondage effectué entre le 21 et le 25 novembre 2022.

65% des Français pensent... que les Français ne sont pas respectueux de l'environnement pendant les vacances

Ecrit par le 18 mai 2026



Les Français sont-ils prêts à s'engager pour la planète pendant les vacances ? C'est la question que [NooS.Global](#), plateforme d'engagement RSE et ESG, a posé à 1 002 personnes représentatives de la population afin de mieux cerner l'attitude des Français envers l'environnement pendant leurs congés.

Dans la vie de tous les jours ou pendant leurs congés d'été, il semble que les Français n'aient pas tous la même attitude envers l'environnement. En effet, 61% déclarent avoir un comportement plus responsable et engagé envers la planète pendant leurs vacances. Dans le détail, ils sont 29% à se dire beaucoup plus engagés et 32% un peu plus. Les personnes qui ne changent rien à leurs habitudes ne sont que 31% et 8% avouent être moins attentifs et responsables pendant leurs vacances.

Avez-vous un comportement plus responsable et engagé envers l'environnement pendant vos vacances ?

Réponses	Pourcentages
Oui beaucoup plus	29 %
Oui un peu plus	32 %
Non j'ai un comportement identique	31 %
Non j'en fais un peu moins	8 %

Ecrit par le 18 mai 2026

Vacancier rime-t-il avec engagé ? © Noos.global

Parmi toutes les actions possibles pendant l'été, l'engagement des Français se porte d'abord sur la réduction des plastiques avec plus de 59% de votes. 44% sont très sensibles aux économies d'eau et 44% recherchent des moyens de transports plus verts comme le train ou le bus. Malheureusement, 31% des répondants déclarent qu'ils n'engageront aucune action spécifique en faveur de l'environnement pendant leurs vacances.

Quelles actions d'engagement prévoyez-vous de mettre en place pendant les vacances ?	
Réponses	Pourcentages
Été sans plastique (bouteilles d'eau, crème solaire, ramasser ses déchets etc.)	59 %
Economies d'eau	46 %
Mobilité douce (train ou bus plutôt que l'avion)	44 %
Aucune	31 %
Économiser d'énergie (e.g. air conditionné)	30 %
Choix de destination durable	17 %
Choix d'hôtels "verts"	16 %
Aider les plus démunis à partir en vacances également	11 %
Don divers (appareils non utilisés en faveur de l'inclusion numérique)	6 %

Le plastique, toujours pas fantastique © Noos.global

Plages souillées, décharges sauvages, poubelles abandonnées, etc. Il est vrai que les mauvais exemples de comportements sont nombreux. C'est peut-être la raison pour laquelle 65% des Français pensent que leurs concitoyens ne sont pas respectueux de l'environnement. 21% estiment même qu'ils ne le sont pas du tout et 44% pas énormément. Seulement 9% pensent que les Français sont très respectueux et 26% un peu.

Pensez-vous que les Français en vacances sont respectueux de l'environnement ?	
Réponses	Pourcentages
Oui beaucoup	9 %
Oui un peu	26 %
Non pas énormément	44 %
Non pas du tout	21 %

Ecrit par le 18 mai 2026

C'est pas moi, ce sont les autres © Noos.global

A la question « Seriez-vous prêt(e) à participer à une mission solidaire ou humanitaire pendant vos vacances ? », plus de 42% des Français répondent par l'affirmative. Mais si 3% ont déjà tout organisé, plus de 39% ne savent pas du tout comment s'y prendre. De plus, les vacances sont considérées par 41% des personnes interrogées comme un besoin de détente et de repos, et 17% n'ont pas envie de participer à ce type d'actions.

Seriez-vous prêt(e) à participer à une mission solidaire ou humanitaire pendant vos vacances ?	
Réponses	Pourcentages
Oui et je vais le faire	3 %
Oui mais je ne sais pas comment faire	39 %
Non je n'en ai pas envie	17 %
Non j'ai besoin de me reposer pendant mes vacances	41 %

2 français sur 5 prêts à agir © Noos.global

Pour les personnes qui ont décidé d'agir pour l'environnement, 74% vont œuvrer pour réduire la production de plastique, collecter des déchets, recycler et upcycler tout en sensibilisant d'autres citoyens et ainsi atteindre le zéro déchet. En deuxième choix, 72% veulent agir pour la biodiversité et protéger ainsi les terres et les mers. Enfin à la troisième marche du podium, 69% sont attirés par des projets capables d'atténuer les changements climatiques dans le monde entier.

Ecrit par le 18 mai 2026

Si oui, dans quel type de mission ?	
Réponses	Pourcentages
Zéro déchet : projets pour réduire la production de plastique, collecte des déchets, recyclage et upcycling, sensibilisation des citoyens	74 %
Biodiversité : projets qui protègent les terres et les mers et contribuent à restaurer et préserver la biodiversité	72 %
Climat : projets qui contribuent à atténuer les changements climatiques dans le monde entier	69 %
Reforestation : projets pour freiner la déforestation et réhabiliter les forêts	68 %
Santé : projets permettant aux personnes vulnérables d'avoir un meilleur accès aux médicaments essentiels, aux formations de base pour mieux préserver leur propre santé ou à des infrastructures liées à la santé	61 %
Education : projets qui favorisent l'entrepreneuriat, réduisent la fracture digitale et/ou accélèrent l'emploi des personnes qui en ont le plus besoin	57 %
Inclusion : projets qui promeuvent l'égalité des chances et des ressources pour favoriser l'inclusion sociale et l'émancipation de celles et ceux qui vivent dans l'oppression	41 %

Quelles missions préfèrent les Français ? © Noos.global

Beaucoup d'organismes et de professionnels dénoncent ou alertent sur les dérives que peuvent engendrer certaines missions humanitaires ou environnementales proposées comme alternatives aux vacances. Une prise de conscience qui n'a pas échappé aux 59% des Français qui pensent effectivement utile d'encadrer ces missions pour éviter ce genre de dérives touristiques.

Pensez-vous qu'il faut encadrer ces missions avec des professionnels pour éviter les dérives condescendantes du type "volontourisme" ou "attraction touristique" ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, parfaitement	31 %
Oui, mais seulement en partie	28 %
Non pas du tout	41 %

Volontourisme : polémique ou pas ? © Noos.global

Ecrit par le 18 mai 2026

Enquête réalisée auprès de 1 002 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Sondage effectué en ligne à partir du panel de répondants BuzzPress (27 000 personnes en France). Le 29 juin, un sondage électronique a été envoyé par email et publié en ligne sur les réseaux sociaux Facebook et LinkedIn. Les réponses ont ensuite été compilées et pondérées le 7 juillet en fonction de quotas préétablis visant à assurer la représentativité de l'échantillon et afin d'obtenir une représentativité de la population visée. Toutes les pondérations s'appuient sur des données administratives et sur les données collectées par l'Insee.

J.R.

Régionales : vers un duel Thierry Mariani contre Renaud Muselier ?



Selon nos confrères du magazine [Le Point](#) ayant eu accès à [un sondage commandité par le Parti Socialiste à l'Ifop](#), Thierry Mariani et Renaud Muselier figureraient en tête du premier tour des

Ecrit par le 18 mai 2026

prochaines élections régionales de Provence-Alpes-Côte d'Azur des 20 et 27 juin prochains. Les deux hommes se connaissent bien puisqu'ils ont exercé, au mitan des années 1980, des postes à responsabilité au sein des Jeunes RPR, dont la 1^{re} université d'été s'est déroulée en 1983 à Avignon.

La tête de liste RN (Rassemblement national) et le président LR (Les Républicains) sortant seraient respectivement crédités de 33% et de 27% des intentions de vote.

Ce sondage, réalisé auprès d'un échantillon de 901 personnes, fait par ailleurs apparaître un résultat assez contrasté à gauche selon qu'il y ait union ou pas.

Ainsi, en cas de rassemblement d'une liste d'union (Parti socialiste, collectifs citoyens, Parti communiste et Europe Ecologie-Les Verts) conduite par Olivia Fortin cette dernière recueillerait 23 % d'intentions de vote. A l'inverse, avec scrutin en ordre dispersé la gauche totaliserait 15% (Parti socialiste et Parti communiste) et EELV (7%). La Liste LREM (La République en marche) totalisant pour sa part 13%.

Autre sondage, même résultat

[Même constat](#) chez nos confrères de [La Tribune](#) et [d'Europe 1](#), où pour l'Ifop, [là encore](#), Thierry Mariani (31%) et Renaud Muselier arrivent en tête (27%). Loin devant les listes LREM (13%), EELV (8%), Parti socialiste & Parti communiste (7%), France insoumise (7%), Debout la France (4%)...

« Renaud Muselier est très fort chez les personnes âgées. Thierry Mariani, chez les jeunes, a expliqué Frédéric Dabi, directeur du pôle 'Opinion et stratégies' à l'Ifop, au micro d'Europe 1. Renaud Muselier surperforme dans les catégories supérieures. Thierry Mariani dans les catégories populaires. Même chose pour le niveau de diplôme. On n'a vraiment pas de zones de frottement. Ce sont deux électorats qui se superposent pour l'instant au premier tour. »

Cependant, en cas d'une liste 'd'Union régionale' menée par Renaud Muselier bénéficiant du soutien de LREM, le président actuel du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur arriverait en tête au premier tour avec 34%. Thierry Mariani, ancien maire de Valréas de 1989 à 2005 et ancien député de la 4^e circonscription de Vaucluse notamment, restant au score de 31% dans ce cas de figure.

Quel résultat au second tour ?

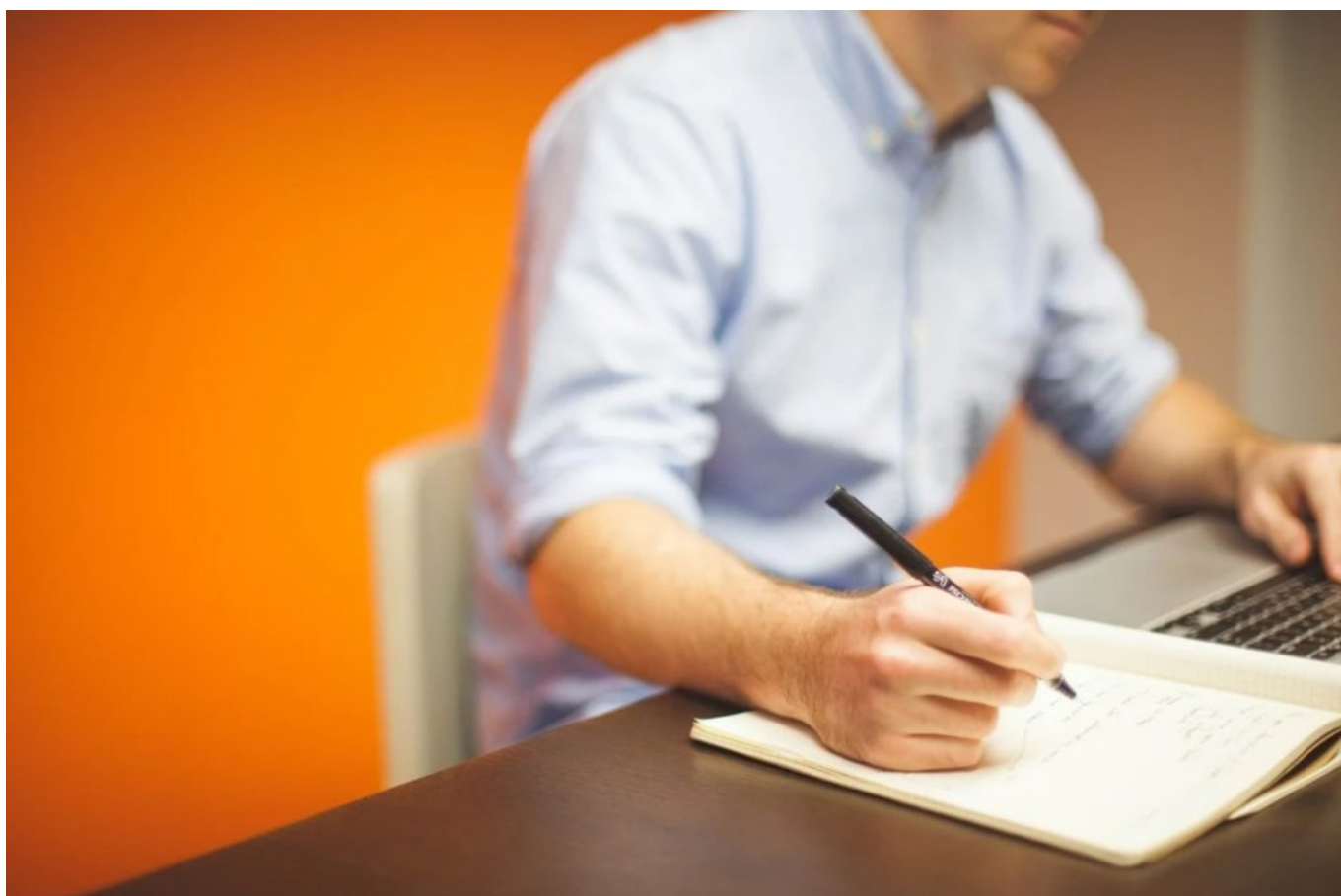
Toujours selon les résultats du sondage réalisé pour le compte de La Tribune et d'Europe 1, en cas de triangulaire PS-EELV/LR/RN au second tour des régionales c'est Renaud Muselier qui arriverait en tête avec 39% des opinions exprimées contre 37% pour Thierry Mariani et 24% pour une liste d'union de la gauche conduite par Olivia Fortin et Jean-Laurent Félicia.

Pour rappel, en 2015 la gauche s'était désistée entre les deux tours des régionales afin de faire barrage au Front national (devenu depuis Rassemblement national en 2018).

Par ailleurs, Thierry Mariani a déjà mené une liste aux régionales de Provence-Alpes-Côte d'Azur. C'était en 2010, où il était tête de liste pour l'UMP (Union pour un mouvement populaire devenue Les Républicains en 2015). A l'époque, c'est le socialiste Michel Vauzelle qui avait été reconduit à la présidence de la Région. Depuis, l'ancien ministre des transports de Nicolas Sarkozy mais président des Chorégies d'Orange s'est rallié au parti de Marine Le Pen en 2019 tout en n'en devenant pas membre.

[Retrouvez ici le détail de l'étude de l'Ifop menée pour Europe 1 et La Tribune dans le cadre des élections régionales de 2021 en Provence-Alpes-Côte d'Azur.](#)

Comment les Français voient-ils l'emploi en 2021 ?



Pour cette nouvelle année, [QAPA](#), la plateforme de recrutement par l'intérim, a interrogé plus de 4,5 millions de Français afin de savoir comment ils appréhendaient 2021. Un sondage* qui montre que les prévisions des Français sont mitigées...

Si l'année 2020 a connu des bouleversements sans précédents, celle à venir risque d'être également très compliquée. Heureusement, 48 % des Français pensent que 2021 sera bénéfique pour l'emploi (20 % très bénéfique et 28 % un peu). Plus de 29 % sont plutôt pessimistes quant à d'éventuelles améliorations des embauches et 23 % sont dans l'expectative la plus totale. Malgré tout, 59 % des Français espèrent que la crise sanitaire va permettre la création de nouveaux emplois, dans de nombreux secteurs comme l'e-

Ecrit par le 18 mai 2026

commerce, la logistique, les transports, etc.

Un télétravail primordial

Les confinements auront permis aux Français de se mettre au télétravail. Cependant, cette forme d'activité professionnelle peut-elle générer de nouveaux emplois ? 26 % des personnes interrogées en sont totalement convaincues et 31 % un peu. En revanche, 25 % n'y croient pas et 18 % ne savent pas répondre à cette question. Une chose est claire, le télétravail va prendre une place très importante sur le marché de l'emploi. Pour 51 % des Français, pouvoir faire du home office dans leur prochain job sera primordial et assez important pour 35 %. Seulement 14 % considèrent comme accessoire le fait de travailler à la maison.

Des Français peu optimistes

Pour cette nouvelle année, 26 % des Français vont changer d'orientation professionnelle : c'est ce qui est prévu pour 11 % et espéré pour 15 % d'entre eux. 35 % ne vont rien changer à leur carrière et 39 % n'ont encore rien décidé à ce sujet. Cette nouvelle année ne se place pas sous le signe de l'euphorie. En effet, plus de 67 % des Français avouent ressentir un sentiment négatif pour 2021 : 39 % se déclarent négatifs et 28 % ultra négatifs. 15 % sont neutres et seulement 18 % voient cette nouvelle en rose (12 % sont positifs et 6 % ultra positifs).

**Sondage réalisé entre le 22 et le 29 décembre 2020 auprès de 4,5 millions de candidats sur la plateforme QAPA. Analyse réalisée par quotas. Parmi ces personnes interrogées, 52 % d'entre elles sont des non-cadres et 48 % sont des cadres. Femmes : 51 % Hommes : 49 %. Toutes les informations mises en avant par les candidats sont déclaratives.*

87 % des Français pensent que la liberté d'expression est menacée au travail

Ecrit par le 18 mai 2026



Osez-vous encore parler de tout au travail ? C'est la question que [QAPA](#), la plateforme de recrutement par l'intérim, a posé à plus de 4,5 millions de candidats pour savoir si les Français osaient encore aborder tous les sujets de société au travail.

Selon un *sondage réalisé par QAPA, 87 % des Français pensent que la liberté d'expression est menacée au travail. 32 % des Français n'osent plus du tout s'exprimer librement sur leur lieu de travail et 47 % ne le font qu'avec des personnes choisies. 71 % déclarent qu'ils pratiquent même l'autocensure pour éviter tout conflit. Seulement 21 % se sentent encore libres de parler de tous les sujets de société.

Parmi tous les sujets de conversation possibles, 84 % des Français n'osent plus aborder ceux qui concernent l'égalité en général, que ce soit au niveau racial, des genres, des physionomies, etc. Tout ce qui concerne la religion est également banni par 78 %, juste devant les sujets liés à la crise sanitaire à 59 %. Même la politique arrive derrière en quatrième position avec 58 %. Un Français sur deux n'ose plus parler d'argent (51 %) ou de choses personnelles (49 %). 68 % des personnes interrogées avouent qu'elles ont déjà eu des altercations sur leur lieu de travail à cause d'opinions divergentes. L'humour a encore une petite place pour 79 % mais seuls les sujets légers comme les loisirs semblent être de mise au travail (97 %).

**Sondage réalisé entre le 4 et 9 novembre 2020 auprès de 4,5 millions de candidats sur la plateforme QAPA. Analyse réalisée par quotas. Parmi ces personnes interrogées, 52 % d'entre eux sont des non-*

Ecrit par le 18 mai 2026

cadres et 48 % sont des cadres. Toutes les informations mises en avant par les candidats sont déclaratives.